



INSTITUT
NATIONAL DE LA
STATISTIQUE



World Bank

CORNELL
UNIVERSITY

Direction Des Statistiques Des Ménages

Dynamique de la pauvreté à Madagascar: 1999 – 2001*

03 Octobre 2002

POLICY BRIEF

**L'analyse a été réalisée avec les données de l'Enquête auprès des Ménages de 2001 dont la collecte a été financée dans le cadre de l'IPTE-2001. Le traitement et l'analyse des données ont été effectués avec l'appui technique de la Banque Mondiale et l'appui financier du projet ILO.*

Contexte et objectif

S'il est généralement facile de reconnaître la « pauvreté » d'un individu ou d'un ménage par son mode de vie ou simplement à l'opposé au milieu qui l'entoure, il est souvent complexe de la quantifier. Or cette mesure est nécessaire quant au suivi de la tendance de la pauvreté entre les années qui suivent l'application des programmes de politique économique, une crise ou éventuellement un choc économique.

L'analyse de la dynamique de la pauvreté sert un triple objectif :

1. Constater si les réalités macroéconomiques se répercutent uniformément au niveau de la population ;
2. Cibler les groupes les plus vulnérables afin de mieux orienter les politiques économiques de réduction de la pauvreté ;
3. Analyser les changements éventuels de l'incidence de la pauvreté entre les deux années d'enquêtes au niveau des groupes cibles.

Méthodologie

Dans la présente étude, on utilise principalement comme indicateur de pauvreté la consommation par tête de chaque individu membre du ménage. A travers plusieurs sections (dépenses des ménages, agriculture et élevage), les enquêtes auprès des ménages (EPM), permettent en effet d'estimer un **seuil de pauvreté monétaire**. Ce seuil de pauvreté est la somme d'un seuil de pauvreté monétaire **alimentaire**¹ et d'un autre seuil de pauvreté

non alimentaire². Le taux d'incidence de pauvreté est la proportion de gens qui vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Cette étude sur la dynamique de la pauvreté concerne l'évolution du taux d'incidence et de l'intensité de la pauvreté de la population malagasy entre les années 1999 et 2001. L'analyse est faite au niveau national, au niveau provincial, par milieu de résidence et par groupe socio-économique.

Les questionnaires utilisés dans les deux EPM ne sont pas exactement les mêmes. Pour être cohérent avec les résultats passés, on devait choisir une ligne endogène qui garde inchangée l'incidence de pauvreté au niveau national en 1999. Pour cela, on n'a tenu compte que des biens et services (dépensés ou auto consommés) mentionnés dans chacun des deux questionnaires. Le seuil de pauvreté monétaire qui en découle est alors différent de celui pour la construction du profil de pauvreté. Néanmoins c'est le taux d'incidence **en termes de variation** qui importe dans ce qui suit et non les termes en valeur absolue.

Résultats : Baisse du taux d'incidence de 2% entre 1999 et 2001 au niveau national

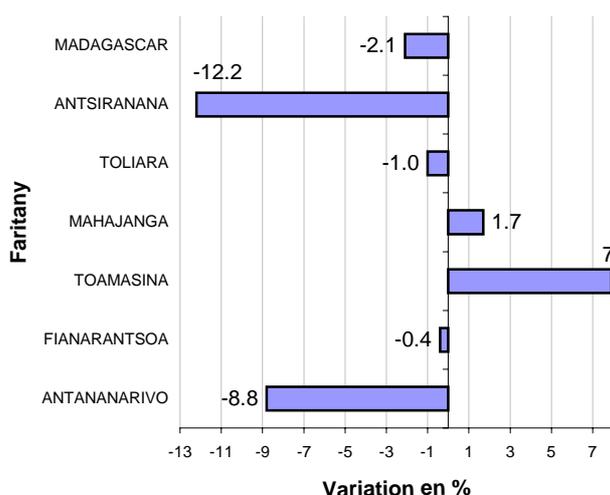
Le taux d'incidence a diminué et non pas le nombre de pauvres

Entre 1999 et 2001, l'incidence de la pauvreté a baissé de 2,1%. Cette variation confirme la tendance à la baisse observée entre la période 1997 et 1999. Toutefois, cette baisse est inférieure à la croissance démographique. Ainsi, c'est la proportion de pauvres qui a diminué mais non le nombre de pauvres.

¹ Le seuil de pauvreté alimentaire est le montant minimum des dépenses qu'un individu doit consacrer à l'alimentation afin de parvenir aux besoins quotidiens de 2133 calories.

² Le seuil de pauvreté non alimentaire est le montant minimum des dépenses qu'un individu doit consacrer à certains besoins non alimentaires

Graphique 1 Variation de l'incidence de la pauvreté entre 1999 et 2001 selon le Faritany



Source : INSTAT/DSM

La croissance a principalement bénéficié les provinces d'Antananarivo et Antsiranana aussi bien dans les villes que dans les campagnes.

Les résultats par province sont montrés dans le graphique 1. On peut constater ici que la province d'Antananarivo a pu profiter positivement des effets de la croissance. De même, le développement des activités exportatrices dans la province d'Antsiranana pourrait expliquer la diminution du taux de pauvreté dans cette province.

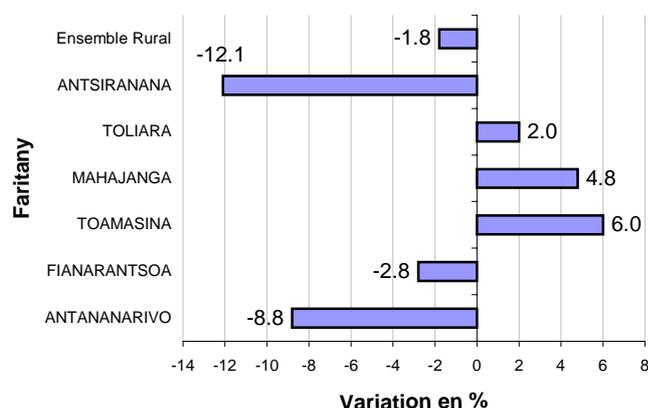
Par milieu

Les résultats pour le milieu rural et urbain sont indiqués, respectivement, dans les graphiques 2 et 3. Plusieurs villes ont profité de la croissance : c'est le cas des villes d'Antananarivo, Mahajanga et de Toliara. A Mahajanga et Toliara, on observe cependant en même temps une détérioration des conditions de vie en milieu rural. Seuls les milieux ruraux d'Antananarivo et d'Antsiranana ont connu des améliorations. Pour Antananarivo, l'amélioration peut s'expliquer apparemment par la proximité géographique à la capitale qui possède d'importants effets d'entraînement.

La tendance à la baisse de l'incidence de la pauvreté observée à Antananarivo entre 1997 et 1999 a continué entre 1999 et 2001 aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain. Antsiranana quant à elle a connu une inversion de la tendance : entre 1997 et 1999, l'aggravation de la pauvreté était manifeste à Antsiranana, surtout en milieu rural. Depuis 1997 les indicateurs de pauvreté à Mahajanga n'ont cessé d'augmenter. Cette tendance

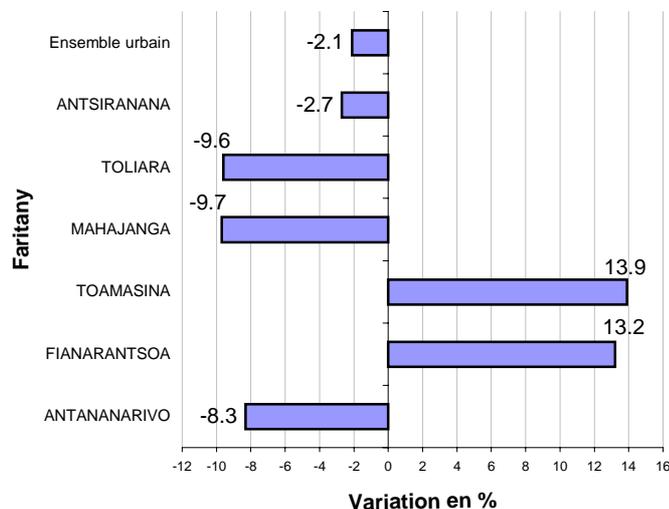
décroissante à Mahajanga est surtout due au milieu rural qui ne cesse de s'appauvrir pendant que les milieux urbains connaissent une faible amélioration. Ceci peut s'expliquer par l'enclavement d'une grande partie de la province et de l'insécurité qui y règne.

Graphique 2 Variation de l'incidence de la pauvreté dans le milieu rural selon le Faritany



Source : INSTAT/DSM

Graphique 3 Variation de l'incidence de la pauvreté dans le milieu urbain



Source : INSTAT/DSM

Pauvreté selon quelques caractéristiques démographiques et socio-économiques

Selon le niveau d'éducation

Dans l'ensemble, les ménages dont le niveau d'instruction est élevé (primaire et plus) ont vu une amélioration de leur situation. En effet, l'incidence de la pauvreté dans ces catégories de population a diminué sensiblement. Cette diminution est surtout perceptible chez les

ménages qui ont un niveau d'instruction supérieure au secondaire (18% contre 4,2% pour les primaires³). Les ménages dirigés par des individus non instruits ont subi une hausse du taux d'incidence de 2%. Ce schéma se reproduit quant on fait l'analyse selon les milieux de résidence. Néanmoins, l'évolution du niveau de vie des secondaires et plus est assez spectaculaire dans le milieu rural avec un saut de 22,1% (Graphique 4)

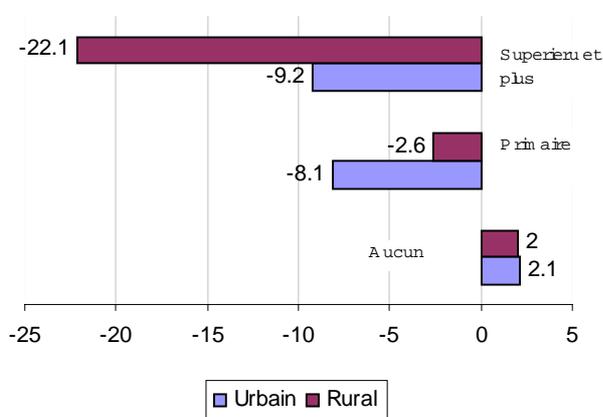
Selon le sexe du chef de ménage

Concernant le sexe du chef de ménage, les deux catégories ont connu une légère diminution avec une variation plus importante pour les ménages dirigés par les femmes. En effet, la variation est de 1,9% pour les hommes contre 2,3% pour les femmes.

Suivant le groupe socio-économique

Concernant les groupes socio-économiques, les individus dont le chef de ménage est un ouvrier non qualifié ont vu leur taux d'incidence baisser de 12%. Cette catégorie vit principalement en ville où l'embauche dans les zones franches a été intensifiée entre 1999 et 2001.

Graphique 4 Variation de l'incidence de la pauvreté selon le niveau d'éducation



Evolution du bien-être et de l'inégalité : croissance pro-riches

Cette partie retrace l'évolution de l'inégalité de la répartition des dépenses par individu dans la période étudiée. Les résultats retracés par le Graphique 5 montrent une répartition plutôt équivalente pour les deux années 1999 et 2001 pour les gens vivant au-dessous du seuil de pauvreté. Par contre, pour les gens vivant au-dessus du seuil de la pauvreté, la courbe relatant la distribution des dépenses par tête

de 2001 domine significativement celle de 1999 (c'est-à-dire la courbe de 2001 est au-dessus de celle de 1999). Ceci traduit une amélioration des revenus pour les gens riches. En conclusion, la croissance économique entre 1999 et 2001 se traduit par une amélioration des dépenses principalement au sein des ménages plus riches. Cette croissance n'était pas donc une croissance pro-pauvre⁴, elle profite d'abord aux gens riches avant de se transmettre par le biais de leurs dépenses à la population pauvre. On s'attend donc à ce que les mesures d'inégalité (comme l'indice de Gini) augmentent pour signifier une légère dégradation de la distribution des ressources.

L'évolution de la mesure d'inégalité

La courbe de concentration des dépenses (Lorenz) par rapport à la population totale montre effectivement un léger renforcement de l'inégalité (Graphique 6). Cette inégalité est forte car environ la moitié de la population dépense seulement le quart de la masse des dépenses en 1999 et seulement 22,5% en 2001. De l'autre côté, les 10% de la population riche dépensent plus du quart de la totale des dépenses en 1999 et 29% en 2001. Ainsi, la croissance profite largement aux classes riches et profite peu aux pauvres.

Conclusion

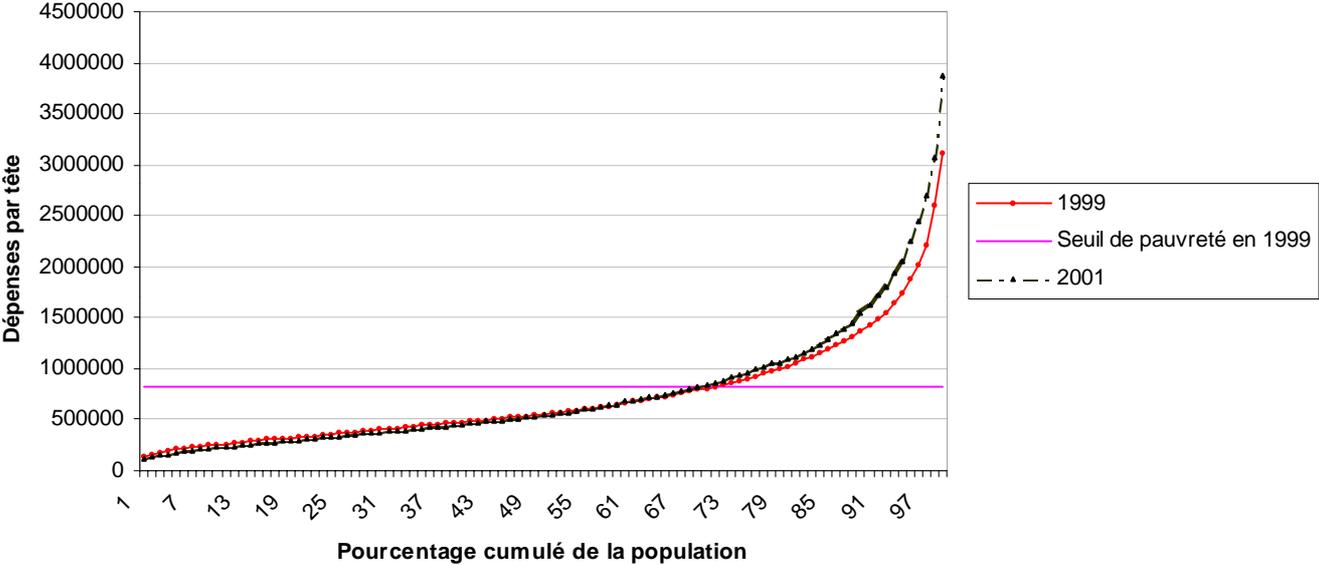
Avec un taux de pauvreté très élevé, la situation de Madagascar sur la pauvreté s'est légèrement améliorée entre 1999 et 2001. Cette amélioration est perceptible en milieu urbain et en milieu rural. Entre 1993 et 1999, le milieu rural n'a cessé de s'appauvrir ; cette situation s'est quelque peu améliorée entre 1999 et 2001 sauf pour certaines régions. Plus de recherche est nécessaire pour expliquer ces différences. Par ailleurs, cette amélioration est surtout perceptible dans les ménages qui sont au moins instruits.

Toutefois, la croissance économique profite peu aux pauvres. Elle entraîne un relèvement significatif des gens riches et moindre des gens pauvres. Afin d'atténuer l'inégalité, les politiques publiques doivent favoriser le désenclavement du milieu rural tout en y favorisant les activités non agricoles génératrices de revenus. Un effort particulier doit aller de pair avec, notamment le soutien permanent à la qualification (éducation). La priorité doit revenir aux régions les moins performantes. Ce qui ne fera que favoriser un développement durable et accessible à tous.

³ On n'a considéré que trois modalités pour le niveau d'instruction : non instruit, primaire et secondaire et plus

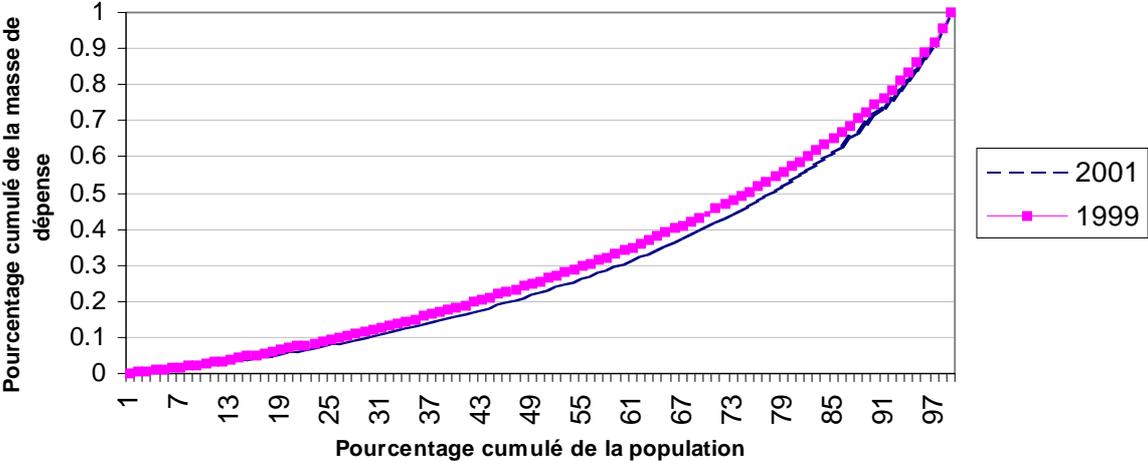
⁴ Une croissance pro-pauvre profite plus aux pauvres que les riches, mais le risque par rapport à ces politiques est qu'à force de vouloir réduire l'inégalité, on risque de porter atteinte au dynamisme de l'économie.

Graphique 5 Distribution des dépenses par tête en pourcentage cumulé de la population



Source : INSTAT/DSM

Graphique 6 Courbe de concentration des dépenses par tête pour les années 1999 et 2001



Source : INSTAT/DSM